



# TRIBUNE

Hebdomadaire du parti **Socialiste unifié**

N° 91

3 MARS 1962

PRIX : 0,40 NF

## LA PEAU DE L'O.A.S.

ET TOUT D'ABORD, ÉVITER LE CHAOS

**I**L ne faut pas vendre la peau de l'O.A.S. avant de l'avoir tuée.

Sans doute, l'ultime épreuve de force se présente dans des conditions telles que l'on peut penser que l'O.A.S. sera assez rapidement vaincue.

Cette rage meurtrière qui déferle sur les villes d'Algérie, ces assassinats ignobles, cette utilisation de jeunes lycéens pour commettre en métropole des attentats absurdes et aveugles, tout cela témoigne d'une certaine faiblesse et d'un certain affolement. Et le jour où seront signés les accords sur le cessez-le-feu, la dynamique de la paix n'atteindra pas seulement les masses populaires françaises : elle gagnera également une partie de la population européenne d'Algérie que l'on ne peut éternellement saouler de violence et de phrases creuses.

Cela dit, les hommes que nous avons en face de nous ont commis trop de crimes pour ne pas tenter des gestes désespérés. Comment réagiront certains éléments de l'armée en face de ces gestes ? Et que se passera-t-il si, à la suite de véritables scènes de massacres, le chaos s'installe en Algérie ?

C'est pourquoi il ne faut pas baisser la garde ; c'est pourquoi il faut continuer à se préparer, jour après jour, heure après heure, à de rudes et sévères combats. Un peu partout dans le pays, les forces syndicales et politiques se tiennent en alerte, un peu partout, se constituent ces groupes d'action et de résistance dont notre

**par Gilles MARTINET**

parti a souligné l'importance. Nous devons être prêts à toutes les éventualités. Toutes les énergies doivent être déployées pour que soit assurée l'application des accords qui vont être conclus avec le F.L.N. et pour que soit assurée la victoire sur le fascisme.

On nous dira que cette victoire va être d'abord la victoire de de Gaulle. Il est, en effet, probable que l'homme qui, pendant près de trois ans, n'a cessé de louver et de manœuvrer avant de se décider à engager une véritable négociation, il est, en effet, probable que cet homme sera le bénéficiaire le plus immédiat de la paix. Il n'est pas sûr qu'il en soit le seul bénéficiaire, et il est encore moins assuré qu'il en soit le bénéficiaire à long terme.

Si l'on en croit les rumeurs qui viennent de l'Élysée, deux projets d'élections anticipées avaient été soumis au général de Gaulle. Le premier, soutenu par M. Pompidou, candidat à la présidence du Conseil, plaçait ces élections à l'automne ; l'autre projet, défendu par l'actuel Premier ministre M. Debré, les rapprochait à la fin avril ou au début mai. C'est M. Debré qui aurait eu gain de cause, tout le monde ayant admis que la « vague gaulliste » susceptible de se manifester à la fin de la guerre d'Algérie sera de courte durée.

La vérité est que la gauche — et au sein de cette gauche, tous ceux qui travaillent à sa rénovation — doit considérer la fin des guerres coloniales comme un événement éminemment positif, non seulement pour le pays, mais pour elle-même. Certains estimaient que, de la prolongation de ces guerres, pouvait naître en France une situation révolutionnaire. Nous n'avons jamais tenu ce raisonnement pour sérieux. Nous pensions, en revanche, qu'il recouvrait chez ceux qui le formulaient une certaine incapacité à saisir et à comprendre les problèmes qui se posent à la société française moderne.

Or, c'est de la réponse qui sera donnée à ces problèmes que dépendent les chances d'une véritable révolution en France.

Notre Comité politique national en est à ce point persuadé que, tout en organisant la lutte pratique contre l'O.A.S., il a tenu à mettre au point au cours de ces derniers mois un projet de programme qui sera bientôt soumis à la discussion. C'est le deuxième terme d'une alternative politique dont le premier est donné par le régime gaulliste que nous entendons ainsi mettre en évidence.

Nous regardons l'avenir avec confiance et optimisme, tout en sachant qu'entre cet avenir et la situation présente... il y a l'explication décisive avec l'O.A.S.



(A.D.P.)

● **Les étudiants et la lutte antifasciste**  
en page 2

● **L'agriculture française et le Marché Commun**  
en pages 6-7

● **Les "Jeunes Turcs" et la révolution**  
par **Simonne LACOUTURE**  
en page 9

















En Turquie après le putsch manqué :

## Les « Jeunes Turcs » de l'Armée sont-ils des révolutionnaires ?

par **Simonne LACOUTURE**

Ankara vient de vivre un nouveau soulèvement militaire. Vendredi dernier, 23 février, à 5 h. 30 du matin, les jeunes cadets de l'École militaire et leurs chefs se rendaient après une tentative de coup d'Etat qui avait duré seize heures. Deux ans auparavant, l'armée avait été plus heureuse en renversant Menderès et en prenant le pouvoir après trois heures de lutte. Entre temps, la Turquie avait procédé à des élections générales en octobre 1961, et les militaires avaient remis le pouvoir entre les mains des civils. M. Ismet Inonu, ancien président de la République avait formé un gouvernement qui fonctionnait dans le cadre de la vie parlementaire rétablie.

POURQUOI donc ces deux coups d'Etat militaires ? En fait, il n'y a guère de similitudes entre les deux actions qui n'ont été menées ni par les mêmes hommes ni avec la même préparation.

Le 27 mai 1960, les habitants d'Ankara apprennent par la radio que « l'armée s'est emparée du pouvoir pour restaurer la légalité républicaine ». Ils s'étaient réveillés au grondement des chars et au fracas des mitrailleuses. Les rues étaient jonchées de débris de verre et, tandis que des blindés cernaient le palais présidentiel, l'infanterie investissait la radio et les bâtiments publics. Une trentaine de conjurés avaient réussi à prendre la ville en trois heures.

Dans la matinée, un officier déclarait à la radio qu'on ne révélerait pas le nom des chefs et qu'aussi bien l'armée allait rentrer dans ses casernes dès que la légalité de la Constitution serait rétablie. Renverser Menderès, ce n'était pas un « pronunciamiento » : c'était simplement œuvre d'assainissement.

Pourtant, ils se donneront un chef, le général Gursel, qui prend la tête de la junte de 37 officiers, dont 14 seront d'ailleurs éliminés en novembre 1960 pour radicalisme et envoyés à l'étranger comme attachés militaires. Leur chef de file, le colonel Turkish, était l'un des premiers organisateurs du coup d'Etat.

### Extirper l'absolutisme

Qui sont donc ces 23 officiers du Comité d'Union Nationale, organe suprême de la révolution ? Ce sont pour la plupart des jeunes gens issus de classes pauvres, et généralement de la paysannerie. Le Comité compte un fils de cordonnier et un ancien berger. Dès l'âge de 10 ans, incorporés dans une école militaire, ils bénéficient de l'instruction gratuite instituée par Atatürk. Tous se déclament d'ailleurs de la révolution kémaliste et veulent lutter contre l'injustice sociale, l'obscurantisme, la renais-

sance du cléricanisme encouragé par Menderès, le panislamisme. Depuis des années, ils ont préparé leur entreprise qui a pour but d'extirper l'absolutisme de leur pays. Les plus extrémistes, ceux-là qui estiment dangereux de remettre le pouvoir aux civils sont éliminés. Les autres rédigent une nouvelle Constitution dont



(Keystone.)  
**Ismet INONU**

le préambule est très significatif de leur tendance : il s'agit d'établir « une république basée sur la justice sociale ». Soumise à référendum, cette Constitution est adoptée par le pays par 67 % de oui.

Comme ils l'avaient promis à la nation, des élections générales ont lieu en octobre 1961. Les officiers de « gauche » en exil sont autorisés à rentrer (en fait, ils restent à l'étranger).

Quatre partis sont en présence. Mais deux partis l'emportent qui se partageront les portefeuilles : le Parti Républicain du Peuple avec 183 sièges à la Chambre et 48 au Sénat, et le Parti de la Justice, 155 députés, 70 sénateurs. La Nouvelle Turquie et le Parti National Paysan n'ayant respectivement que 62 et 50 sièges de députés.

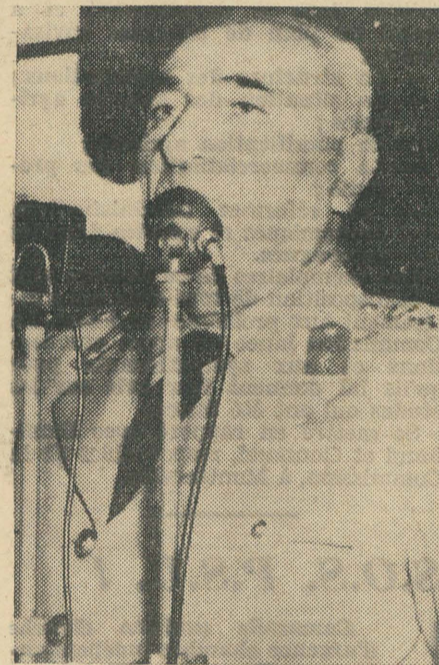
Le Parti de la Justice, c'est l'ancien parti de Menderès défenseur des paysans moyens et riches. Le Parti du Peuple, c'est une sorte de rassemblement qui englobe toutes les tendances, un peu comparable à l'ancien Wafd d'Égypte mais sans l'aile radicale de ce dernier. C'est son président, M. Ismet Inonu, ancien président de la République, âgé de 78 ans, qui accepte de former le gouvernement. Le général Gursel, chef de la

junte (sorte de Naguib dont Turkish exilé serait le Nasser), est président de la République depuis le 27 octobre 1961.

### Un conservateur classique

Très vite Inonu va mécontenter les éléments les plus progressistes du pays : ceux de l'armée, les étudiants, les syndicats. En effet, les élections mêmes l'obligent à une politique de compromis avec l'ancienne tendance de Menderès. D'autre part, de par sa formation il reste un conservateur de type classique qui répugne aux grands bouleversements, intérieurs ou extérieurs. Or les radicaux attendent les réformes de structure promises par la révolution, et l'instauration de la justice sociale ; enfin, très anti-américains, ils souhaitent que la Turquie, tout en restant dans l'orbite occidentale, prenne quelque peu ses distances vis-à-vis des U.S.A. Rien de tout cela n'a été fait, et le marasme économique, aggravé par les grands froids et la famine qui ont ravagé l'est, sévit de plus en plus dans un pays où les salaires demeurent anormalement bas.

Ce mécontentement s'était exprimé par la voix des syndicats qui, pour la première fois dans l'histoire de la



(Keystone.)  
**Général GURSEL**

Turquie, avaient organisé à Stamboul, le 1<sup>er</sup> janvier 1962, une vaste manifestation de revendication. 90.000 travailleurs, groupés par professions ou par villes, venus de tous les coins du pays, avaient défilé portant des pancartes sur lesquelles on lisait : **Atchiz** : « Nous avons faim. » D'au-

tres inscriptions réclamaient le droit de grève et les contrats collectifs. Cette manifestation qui se déroula dans le calme est d'une grande signification. D'abord parce qu'elle marque le premier éveil de la classe ouvrière organisée, ensuite parce qu'elle se fit avec l'approbation et le soutien de certains éléments de l'armée.

Mais Inonu veillait. Il avait déjà épuré l'armée de certains éléments trop remuants, et le 21 octobre, il avait fait mettre en résidence surveillée le colonel Aydemir, commandant de l'École militaire. Le lendemain, celui-ci réagissait en lançant ses cadets à l'assaut des principaux points stratégiques de la capitale. Mais il s'agissait plus d'un coup de tête que d'un coup d'Etat, selon le mot d'un officier supérieur. Improvisé, sans relation avec les unités stationnées hors de la capitale et sans l'appui d'aucun membre de l'Etat-major, le putsch ne pouvait qu'échouer. Le colonel Aydemir a tenté de se suicider. L'armée a procédé à de nombreuses mutations ; pourtant, soucieuse de ne pas se couper des jeunes officiers et de son aile la plus progressiste, elle se contente de ces mesures somme toute anodines et ne jugera pas les rebelles en Cour martiale.

### Tout reste à faire

Rien ne semble réglé pour autant. Il reste tous les mécontents : ceux de droite, bouleversés par la pendaison de Menderès et de deux de ses compagnons, à la suite du procès de Yassi-Ada où la Cour prononça 15 condamnations à mort. Et qui restent puissants, au sein même du gouvernement Inonu. Ceux de « gauche » — mais il faut manier ces termes avec prudence en Turquie où ils ne représentent pas notre conception idéologique occidentale. Car les plus radicaux, les « Jeunes Turcs » de l'armée, ces révolutionnaires qui espèrent toujours instaurer dans leur pays un régime de justice sociale, entendent bien le faire seuls, sans les partis qu'ils détestent tous, quels qu'ils soient, et sans l'appui des masses dont ils se méfient. Ils utilisent plus les syndicats qu'ils ne les soutiennent.

Quant à M. Inonu, sa tâche reste entière : restaurer l'économie, apaiser les revendications sociales par des mesures effectives, amnistier les rebelles. Enfin, adopter une politique extérieure qui, tout en conservant de bonnes relations avec l'Occident, amorcerait un rapprochement avec l'U.R.S.S. dans le but d'aboutir à une politique d'équilibre.

Il ne semble pas que le gouvernement de M. Inonu ait en main les cartes suffisantes pour mener à bien cette tâche. Turkish ou Aydemir, nous entendrions encore parler des jeunes colonels tures.

## ISRAËL

# Réponse à un lecteur

NOTRE enquête sur Israël (1) nous a valu un abondant courrier et, comme toujours en ce cas, les réactions de nos lecteurs sont assez contradictoires.

De Bordeaux, deux lecteurs sont en désaccord avec notre article consacré au problème des Arabes en Israël, malgré les réserves qui marquaient sa conclusion. Dommage que ces camarades croient devoir employer des termes d'indignation pour exprimer leur point de vue. L'enquêteur n'est ni un sioniste militant, ni un « vendu » à la propagande mensongère sioniste.

Il existe, certes, un grave problème : celui des réfugiés palestiniens. Mais il existe aussi une situation de fait : l'existence d'un Etat israélien. Ce n'est pas vrai que les Juifs ont dépossédé les Arabes de leurs terres. L'Agence Juive a payé — cher — des terres souvent livrées aux troupeaux de chèvres.

L'établissement d'un Foyer Juif en Palestine qui précéda la création d'un Etat israélien, est la conséquence de la situation tragique des Juifs livrés à la discrimination politique des pays où ils subsistaient en tant que minorité. C'est une plaisanterie — et pas de bon goût — que d'écrire que : « Les Américains s'intéressaient à l'entrée des Juifs en Palestine parce qu'ils ne voulaient pas

d'eux aux Etats-Unis ». Je doute, quant à moi, que M. Ernest Bevin ait pu prononcer de telles paroles. La réalité, c'est que l'Organisation sioniste a voulu prouver devant l'antisémitisme mondial, que les Juifs étaient, tout comme d'autres hommes, capables de travailler la terre et d'exercer n'importe quel métier manuel, ce qui leur était interdit dans bien des pays où ils vivaient dispersés. Pour cela, il fallait un point de ralliement. Or, la Palestine, conservée à l'état féodal par les dominations ottomane, arabe et même anglaise, terre biblique et point de rencontre de toutes les pensées chrétiennes et juives, était le lieu d'expérience tout désigné.

Le Moyen-Orient arabe se présente comme un monde demeuré à l'écart de la marche du progrès. Par le travail incroyable des pionniers juifs, ce qui n'était que désert, pierrailles, terres ravagées est devenu îlot de verdure et terres cultivées.

Pourquoi devine-t-on, sans même regarder la carte, que l'on se trouve soit en Israël, soit en pays arabe ? Simplement parce que ici le sol est travaillé, remonté en terrasses sur les pentes, débarrassé de ses pierres, irrigué systématiquement : parce que ici, il n'y a pas de chèvres qui broutent toutes les racines, parce que ici on ne rencontre qu'usines et

travailleurs, et parce que au-delà, c'est la sécheresse et l'aridité sur un sol épuisé. Parce que, enfin, d'un côté, tout un petit peuple participe au travail national, et parce que, de l'autre côté, les féodaux vivent riches au milieu d'une population misérable.

Israël « démocratie réelle ». Sans doute. Ce qui est une performance dans cette communauté encore disparate, et ce qui ne facilite pas tellement les choses. Dix partis politiques, une quinzaine de journaux, des élections libres, une organisation syndicale puissamment organisée par les travailleurs eux-mêmes, tout cela n'a-t-il pas l'apparence d'une « démocratie réelle » ?

Notre correspondant nous cite les « horreurs sionistes ». Tout conflit amène des excès, et nous n'en excusons aucun. Il est vrai qu'aux égorgements arabes ont succédé des « liquidations juives ». Ces massacres sont le fruit du fanatisme.

De ce fanatisme dont le Grand Muphti fut le chantre, hélas ! écouté... et Nasser, le protecteur. Quant aux réfugiés, il est certain qu'il faut trouver une solution humaine. Mais toutes les propositions faites pour intéresser les pays « protecteurs » au reclassement de leurs réfugiés ont été dédaignées. La solution n'est pas dans le rapatriement en Israël la totalité de cette po-

pulation inadaptée sur les terres que leurs pères ont habitée. Cette intranquillité ne fait que marquer la volonté arabe de maintenir un état de tension entre Israël et ses voisins, attitude qui méprise, en fait, la misère des réfugiés, mais qui laisse entre les mains des dirigeants arabes un moyen démagogique de pression sur l'Occident.

L'U.N.R.W.A., organisation spéciale des Nations Unies, tente vainement de donner un métier aux jeunes réfugiés. Elle a fondé des écoles professionnelles et son effort est très respectable. Mais, hélas ! elle recherche de l'argent. Cet argent qu'une organisation rationnelle d'un Moyen-Orient riche de pétrole pourrait très largement lui procurer, à condition toutefois que les peuples arabes aient enfin conscience que la paix définitive dans le Moyen-Orient est plus souhaitable que la politique suivie par leurs actuels dirigeants. Mais quelle part ces populations ont-elles dans l'élaboration de la politique de leur pays ?

Les « réfugiés de Palestine » sont des victimes, certes, mais beaucoup moins de l'Etat d'Israël que de la politique des « grands », protecteurs et animateurs d'un panarabisme belliqueux.

**Ady BRILLE.**

(1) Voir T.S. n°s 85 et 86.

## Des dates à retenir...

### Loire-Atlantique

Le P.S.U. de Saint-Nazaire organise, salle de l'Hôtel-de-Ville, à Donges, le

VENDREDI 2 MARS

à 20 h. 30, une réunion-débat sur le sujet suivant : **La lutte contre l'O.A.S., les solutions du P.S.U.**

Ce sujet sera traité par P. Franck, membre de la Commission exécutive fédérale de la Loire-Atlantique. Tous les Dongeois et les lecteurs de « T. S. » sont cordialement invités à assister à cette réunion.

### Blois

Réunion publique à 21 heures, le **8 FEVRIER**

à Blois avec Jean Poperen, du Bureau National sur « La situation politique actuelle en France et les positions du P.S.U. »

Militants et sympathisants sont cordialement invités.

### Vaucluse

Réunions publiques d'information du Parti socialiste unifié avec Daniel MAYER

« Le P.S.U. FACE AUX GRAVES PROBLEMES ACTUELS »

— à PERTUIS, le samedi 3 mars, à 21 heures, restaurant Le Clocher ;  
— à CARPENTRAS, le dimanche 4 mars, à 10 heures, salle de la chapelle du collège.

2 au 7 avril

### STAGES NATIONAUX DE FORMATION

La Commission nationale de formation organise, du 2 au 7 avril 1962, un stage sur

#### LE SYNDICALISME ET LES ENTREPRISES

selon les mêmes méthodes et le même programme que le stage organisé l'été dernier.

Envoyer d'urgence les inscriptions à la Commission de Formation, 8, rue Henner, Paris-9<sup>e</sup>.

### C. E. S. - Programme

COURS SUPERIEUR

44, rue de Rennes, Paris-6<sup>e</sup>  
Métro Saint-Germain-des-Près  
21 h.

Mercredi 7 mars :

Les socialistes français. Jaurès et les partis de la 2<sup>e</sup> Internationale devant le problème de la participation au pouvoir avant 1914. (Michèle Perrot).

## CENTRE D'ÉTUDES NUCLÉAIRES SACLAY-FONTENAY

Les adhérents et sympathisants du P.S.U. travaillant aux Centres d'Études Nucléaires de Saclay et Fontenay-aux-Roses ou à la Faculté des Sciences d'Orsay, qui aimeraient prendre contact avec les sections d'entreprise de ces centres, sont priés d'écrire à l'adresse suivante :

Fédération de Seine-et-Oise du P.S.U.  
SECTION SACLAY-ORSAY  
17, rue de Chaligny, Paris-12<sup>e</sup>

### Vient de paraître

Le n<sup>o</sup> 13-14 des Cahiers du C.E.S.

Structures sociales et action de masse

L'exemplaire : 2,40 NF

C.C.P. Tribune Socialiste  
5826-65 Paris

### Maisons-Alfort

L'activité de la section ne se relâche pas, après les conférences de Jean Poperen et de Manuel Bridier, qui réunirent chacune une centaine de personnes, le résultat est encourageant. La semaine dernière : **cinq adhésions**. L'implantation se poursuit avec succès. Les affiches du P.S.U. sont en évidence partout. Un bravo particulier pour l'équipe du quartier de la Mairie et du Vert de Maisons.

Prochaine conférence avec Pierre Naville sur « L'Armée dans la Nation ».

Un tract est en cours, il sera largement diffusé. La section se préoccupe particulièrement de la formation d'un Comité antifasciste.

Enfin avec l'effort pour le recrutement, campagne pour l'abonnement à « Tribune Socialiste ».

### Côtes du Nord

La fédération déjà puissante, puisqu'elle est la force politique de gauche la plus importante et la plus dynamique dans le département, continue à progresser. De nouvelles adhésions sont enregistrées, de nouvelles sections constituées. Notre camarade Antoine Mazier vient d'adresser au trésorier national une nouvelle commande de cartes et de timbres.

### Manche

La Commission agricole fédérale s'est réunie à cinq reprises en 1961. Elle a étudié la situation de l'agriculture dans le département et a établi un plan de réformes envisageant :

- La structure des exploitations ;
- La situation des salariés agricoles ;
- La planification agricole ;
- La commercialisation des produits ;
- Les réformes administratives, économiques et sociales dans les campagnes.

Des exemplaires de ce rapport sont à la disposition de tous ceux qui s'intéressent aux problèmes agricoles. La Commission lance un appel aux sections et aux sympathisants pour qu'ils lui donnent leur avis sur les études qui ont été faites.

Se mettre en rapport avec Bersihand et Gonnand, responsables de la Commission, à Montfarville.

### S.O.S. P.S.U. !

**Camarade tunisien cherche d'urgence chambre indépendante ou petit studio, 150 NF par mois. Ecrire à Tribune socialiste, rédaction, 8, rue Henner, Paris-9<sup>e</sup>, qui transmettra.**

● **Étudiante anglaise, 19 ans, domiciliée à Paris, y cherche travail à partir début mars : enseignement dans famille ou tout autre travail à proposer.**

Ecrire au Journal qui transmettra.

● **Camarade, collaborateur de « T.S. », cherche chambre de bonne Paris (50 à 70 NF par mois).**

## HABITAT

### I. - DOSSIER LOGEMENT :

Indications pratiques pour mener une action en ce domaine.

0,50 NF l'exemplaire.

### II. - SERVICE NATIONAL DE L'HABITAT :

Perspectives de solution de la crise du Logement.

0,50 NF l'exemplaire.

★

● **Commandes :**

**TRIBUNE SOCIALISTE**  
54, Boulevard Garibaldi - PARIS - XV<sup>e</sup>  
C. C. P. 5826-65 Paris

Paiement à la commande.

### ATTENTION !

Le dépliant annoncé la semaine dernière est épuisé. Nous demandons aux militants de suspendre leurs commandes et de bien vouloir attendre le nouveau qui sortira prochainement.

## Pour le Centre de documentation et d'informations du Parti

Le P.S.U. lance un bulletin d'information qui, à partir de la presse quotidienne, hebdomadaire et périodique, et sous forme de notes brèves, doit analyser l'actualité politique, économique et sociale pour permettre aux militants et cadres du Parti d'être mieux armés dans leurs luttes de chaque jour.

Tous les camarades, en particulier syndicalistes, journalistes, enseignants, chercheurs, qui pourraient apporter une collaboration, même limitée, à ce bulletin sont instamment invités à se mettre en rapport avec la Commission nationale de Formation du P.S.U., 8, rue Henner, Paris-9<sup>e</sup>.  
Un appel particulier est adressé

aux membres du P.S.U. qui appartiennent au Club Jean-Moulin et à tous ceux qui, en raison de leurs activités dans l'Industrie, l'Agriculture, le Travail, etc.; Instituts et organismes d'études économiques publiques — notamment C.N.L.E. et S.E.D.E.S. — ou privés : Institut des Sciences sociales du Travail, Centre d'Études sociologiques, Institut agronomique, I.N.R.A., Fondation nationale des Sciences politiques, etc.) peuvent apporter à ce bulletin une aide efficace sans effort particulier.

Aucun parti n'est aussi riche en éléments capables de mener à bien une entreprise qui sera infiniment utile pour les fédérations.

TOUTE LA PRESSE ACCLAME L'OUVRAGE SENSATIONNEL DONT « TRIBUNE SOCIALISTE » A ANNONCÉ RÉCEMMENT LA PARUTION : LES

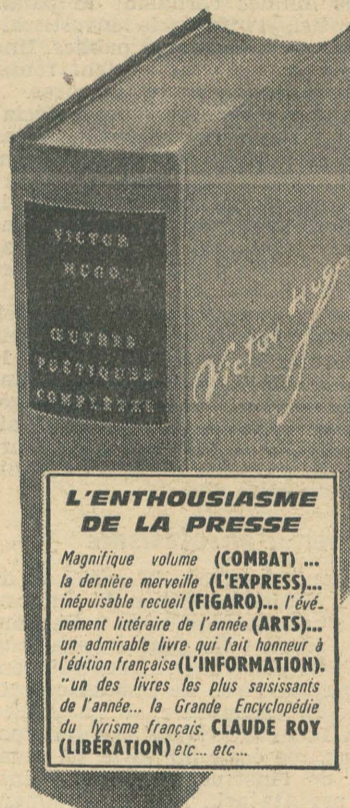
## ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO en un volume !

Jamais, dans aucun pays, écrivain n'a eu l'audience de cet immense poète dont deux millions de Français (chiffre officiel) ont suivi le cercueil. Tour à tour lyrique (*Les Contemplations*, *Les Feuilles d'automne*, etc.), exotique (*Les Orientales*), épique (*La Légende des siècles*), cosmique (*Dieu, La Fin de Satan*), familière (*Les Chansons des rues et des bois*), tonnante et vengeresse (*Les Châtiments*), la poésie de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et l'Histoire tout court. Si, dans la bibliothèque de chaque Français ne pouvait figurer qu'une seule œuvre poétique, ce serait évidemment celle de Victor Hugo.

Mais cette œuvre gigantesque (153.873 vers !) était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des matières de 34 pages.

Ce volume dont nous avons tenu à offrir la primeur à nos lecteurs, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21x27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile, tranche supérieure dorée à l'or fin. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc — le tirage s'épuise rapidement et le nombre d'exemplaires qui ont pu être mis de nouveau à notre disposition étant limité — de profiter des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service littéraire, 71, rue des Saints-Pères, Paris (6<sup>e</sup>), le bon de commande ci-dessous :



#### L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

Magnifique volume (COMBAT)... la dernière merveille (L'EXPRESS)... inépuisable recueil (FIGARO)... l'événement littéraire de l'année (ARTS)... un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION)... "un des livres les plus saisissants de l'année... la Grande Encyclopédie du lyrisme français. CLAUDE ROY (LIBÉRATION) etc... etc..."

### CONDITIONS EXCEPTIONNELLES A NOS LECTEURS

(France métropolitaine)

13,50 NF par mois (10 versements)

OU 120 NF COMPTANT

(en 1 ou 3 versements)

Livraison immédiate à domicile

Transport et emballage gratuits

Faculté de retour et rien à payer d'avance

**BON**

à adresser à « Tribune Socialiste » (Service littéraire), 71, rue des Saints-Pères, Paris (6<sup>e</sup>)

Veillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo.

Je réglerai en  1  3  10 versements  
sauf si je vous renvoie le volume 24 heures après réception.

NOM ..... Profession .....

Adresse .....

N° C.C.P. ou bancaire

Signature :

Au Théâtre de France

UN OTAGE

BEHAN est (mal) connu, en France, par la publication d'un livre de mémoires — « Un peuple partisan » — les représentations du « Client du matin », au Théâtre de l'Œuvre, de « The Hostage » par le Workshop de Londres au Théâtre des Nations.

Ecrivain réputé anticonformiste, Irlandais ayant fait une carrière en Angleterre, son expérience de militant du « Sinn Fein » inspire son œuvre.

Cynique, amer, sceptique, Brendan Behan évoque dans « L'Otage » un thème souvent débattu à gauche : celui de la fin et des moyens. Il semble bien qu'il n'apporte aucune lumière au débat mais que la confusion de son propos en augmentera encore la confusion.

Un soldat britannique, un « appelé », dirions-nous aujourd'hui, est capturé par l'armée clandestine. Elle songe à l'échanger contre un membre Sinn Fein, arrêté et condamné à la pendaison, faute de quoi l'innocent soldat que l'auteur décrit comme un grand naïf innocent, sera, en même temps, exécuté.

L'Anglais, pour sa dernière nuit, est caché dans un bordel-taverne. C'est l'occasion pour Brendan Behan de déployer un pittoresque pour touristes en goguette. Une maquerelle, des marins en bordée, des cagots, des révolutionnaires dogmatiques et ridicules, et la servante, l'inévitable servante au grand cœur, présentent tour à tour aux spectateurs ravis de l'Odéon le « peuple » tel qu'on n'ose plus le décrire. N'empêche : le grand cœur de la servante débordera en faveur du pauvre militaire. Pours parmi les impurs, l'un et l'autre ne verront plus le monde-méchant-qui-les-menace. Ce monde d'homosexuels, de politicards, de prostituées. Finalement le soldat mourra.

Si Brendan Behan, rejetant les lieux communs du genre, avait écarté la tentation du décor et du pittoresque, peut-être un des contenus de la pièce serait-il apparu plus nettement : la dénonciation des repréailles individuelles, acte inutile qui caractérise souvent l'absence de conscience politique. Ne s'en tenant qu'à l'anecdote et reprenant à son compte les pleurnicheries sentimentales habituelles « tous dans le même sac », « avoir les mains propres », il renvoie dos à dos les parties. Noyée dans un pathos populiste, l'œuvre fort démagogiquement caricature tous les protagonistes du drame et comme l'auteur a — ne le nions pas — de l'humour, le rire survient souvent.

Camus, Sartre, O'Casey, ai-je lu un peu partout : la référence grandit Behan. Aucun des trois, quelque re-

proche qu'on fasse aux « Justes » et à ses faux problèmes, aux insuffisances des « Mains sales », ne tombe comme Behan dans la pacotille.

Ce sont vraisemblablement toutes ces réserves qui ont provoqué l'empressement suspect de la critique à saluer l'initiative de Georges Wilson.

En permission de T.N.P., séduit sans doute par l'aspect populaire — il l'a dit — d'« Un Otage », Wilson a, sous les lambris dorés du Théâtre de France, mis en scène Pierre Blanchard, Madeleine Renaud, Anne Doat, Jean-Pierre Moulin, Arletty et lui-même.

Accentuant la gouaille du ton, il manie en technicien éclairé acteurs et éclairages. Cela ne nous fera certes pas oublier « Roses rouges pour moi » de Sean O'Casey, puisque désormais, à défaut d'une autre, la révolution irlandaise préoccupe le petit monde odéonnesque.

E. COPFERMANN.



(Pic.)

« Armée du Salut ? Là où il y a l'armée, pas de salut ! »

LEÇON D'HISTOIRE

DANS le numéro de Février de Clarté, Bernard Dori, au cours d'un entretien avec Roger Planchon, Adamov et Gisselbrecht, constatait qu'il était aujourd'hui impossible de présenter une pièce sur la guerre d'Algérie.

Le Comité des Jeunes du Spectacle vient de donner un cinglant démenti à cette affirmation. Non seulement Leçon d'Histoire (1) est un montage d'une très grande rigueur sur les problèmes de la colonisation, de la torture, de la justice et de la guerre, mais elle offre l'exemple vivant d'un théâtre prolétaire et révolutionnaire. En quoi cette pièce, que le Théâtre Récamier nous présente pour la deuxième fois (la première étant en juillet 1961), répond-elle aux exigences d'un théâtre politique ?

1. — D'une part, le texte rédigé par les responsables de ce spectacle a pour sujet l'histoire de cent trente années de colonisation et ce sujet ne nous est révélé que par des textes publiés ou prononcés par des hommes politiques ayant eu part au problème algérien. Des documents filmés, des projections fixes contribuent à donner à cette pièce valeur de témoignage ; des procès militaires jusqu'aux manifestations récentes du 8 février, c'est le dossier sinon complet du

moins marquant de la période qui s'étend de 1830 à 1962.

En ce sens, la lecture des journaux, des tracts, du compte rendu des tortures infligées à Djamilia Boupacha sont autant d'éléments-force qui mettent à jour, plus explicitement, le mécanisme de la colonisation.

Ce théâtre est politique parce qu'il nous propose plutôt qu'un cas particulier la réaction collective de deux peuples en face de la guerre. L'histoire plonge ses racines dans les rapports sociaux et c'est de ces rapports sociaux que la pièce nous entretient.

2. — La pièce que Guy Chalon a présentée le 19 février, au Récamier, a pour but l'efficacité. Nous pensons avec lui que le théâtre peut se mettre au service d'une politique. C'est là le caractère profond de cette pièce qui, sur un sujet délicat, ose introduire une mise en scène. Celle-ci ne se réduit pas à constituer des textes de liaison mais sert objectivement le parti des auteurs. Nous savons gré à Guy Chalon et ses amis d'avoir un sens du théâtre qui, justement, leur fait éviter la théâtralité et un humanisme idéaliste. Leur propos théâtral va surtout dans le sens brechtien de la caricature et du pamphlet. Il est significatif que seuls les colons, Bugeaud, l'archevêque et autres politi-

ciens de droite, soient costumés et obéissent à la dignité dérisoire que revêt leur fonction. La reconstitution d'un procès-type synthétisant le procès Jeanson, celui des Barricades et du putsch, est du vrai théâtre. Les événements sont à peine exagérés mais leur compte rendu objectif devient comique tant l'évidence crève les yeux : le soutien effectif et idéologique d'une presse gouvernementale vis-à-vis des factieux et le soutien non moins évident des juges militaires.

Un point sur lequel j'aimerais insister concerne ce long pamphlet-poème de la fin écrit en hommage aux huit morts du 8 février. On pourrait penser que la poésie est ici déplacée. Je crois, au contraire, qu'elle sert une cause juste. Elle renforce une politique par un souffle humain.

Qu'il soit entendu qu'il n'y a pas ici d'effet artistique délibéré se surajoutant à la trop inhumaine boucherie de Charonne et du Chemin-Vert. Guy Chalon cite trop explicitement Maïakovski pour ne pas méconnaître la « force des mots » et leur supplément poétique dont se parent les formes de l'agitation révolutionnaire quand elle prend à la scène un accent épique (presque toujours la mise en scène se réduit en une confrontation de groupes : travailleurs algériens, internés algériens, soldats du contingent).

On aime à penser d'ailleurs que si Abd El Kader a mis Bugeaud en échec, c'est parce qu'il était aussi un grand poète. Et dans Leçon d'Histoire, une grande place est accordée aux poèmes relatifs à la prise d'Alger. Mao Tsé-tung nous prouve aussi que la culture n'est pas étrangère à la politique. C'est un peu la leçon de cette Leçon d'Histoire. Un avertissement pour les peintres qui continuent à voir la Seine sans les Algériens noyés, pour les touristes qui ne pourront plus voir la place de la République ou de la Bastille sans les milliers de C.R.S., de harkis, de « durs » qui y chargeaient les militants antifascistes ; de cette Leçon d'Histoire, nous sortons les poings serrés et la gorge sèche. Je ne sais pas ce que les policiers qui ont interrompu la représentation ont pu tirer de cette Leçon.

Sans aucun doute, l'effort du Comité des Jeunes du Spectacle, couronné de succès, doit forer la voie à un théâtre politique plus largement ouvert aux masses. Un théâtre où la culture sera utilisée comme une arme par la classe ouvrière. Roger Planchon oriente toute sa recherche dans cette perspective d'un théâtre populaire, mais il reste prisonnier des subventions de M. Malraux. Il en est de même pour Jean Vilar. On souhaite qu'un nouveau groupe indépendant, comme le « Groupe Octobre », créé en 1932, puisse naître et nous donner un théâtre révolutionnaire. Ce groupe, Guy Chalon nous en donne les prémices (2).

(1) D'autres représentations auront lieu, et ce spectacle circulera notamment, espèrent les organisateurs, dans les municipalités républicaines. Renseignements et invitations à demander aux librairies « La Joie de Lire », rue Saint-Séverin, et « Le Terrain Vague », rue du Cherche-Midi.

(2) Voir à ce sujet l'article qu'il vient de publier dans le n° 3 de « Partisans » (Ed. François Maspéro).

La génération des « Blousons Noirs »

VOUS vous méfiez devant ce titre, que corrige un sous-titre plus exact : « Problèmes de la jeunesse française ». Vous pensez qu'il s'agit d'un ouvrage que vous pourriez réciter d'avance et que vous allez trouver là une documentation complète, une radiographie de l'état actuel de la jeunesse, une étude sur les mouvements de jeunesse, des considérations sur l'éducation et l'enseignement, assorties de regrets devant le manque de crédits qui... Vous vous dites : voilà un livre utile sans doute pour l'enseignant, pour le militant

spécialisé dans les questions des jeunes, ce militant va trouver là une mine commode et maniable de chiffres, de documents, d'indications.

Certes, vous avez raison : le militant spécialisé, l'éducateur trouveront tout cela dans le livre de notre camarade Emile Copfermann. Mais il y a autre chose, et cette autre chose fait que le livre s'adresse aussi à vous, qui réfléchissez aux questions du socialisme, à vous, qui peut-être ne vous souciez pas tellement de statistiques, à vous, qui vivez confortablement sur un stock d'idées reçues.

Copfermann, dans son livre, vous secoue un peu. Ses dossiers sont certes en ordre, mais il ne les présente pas en un doux ronron de chiffres, il ne cherche pas à vous calmer par l'hygiène dorée des lendemains qui chantent, de l'avenir où les crédits couleront à flot et où tout sera résolu. Les problèmes de la jeunesse ne sont pas particuliers ; ils sont la face la plus frappante d'un ensemble de problèmes généraux qui se posent à la société française et, pourquoi pas, à l'humanité.

Impossible, en effet, de combattre pour la laïcité sans essayer de définir ce que devrait être l'école — c'est-à-dire sans juger avec sévérité ce qu'elle est. Les responsabilités sont clairement attribuées, certes ; reste que le tableau n'est pas brillant, et qu'il est bon de le rappeler : défendre l'école laïque telle qu'elle est est un non-sens. Impossible de parler de la formation en milieu familial — et de se boucher les yeux sur le destin de cette institution, sur les modifications que subissent tous les jours les mœurs et la législation ; Copfermann, qui a lu Wilhelm Reich, parle avec lucidité du tabou sexuel, de la probable disparition de la famille telle que nous la connaissons.

La génération des blousons noirs (que Claude Bourdet préface, Editions François Maspéro, 8,70 NF) est un instrument utile, mais plus que cela : c'est aussi une réflexion non conformiste, dépourvue de tout préjugé, parfois cruelle, sur une question où jusqu'à présent l'accumulation de données dispensait trop facilement d'une vue d'ensemble, d'une prise de position polémique et critique.

P.-L. THIRARD.

Pierre UYTTERHOEVEN.



(A.D.P.)

# Où mène l'ouverture à gauche ?

par J.-M. VINCENT

La formation récente d'un gouvernement de centre-gauche (démocratie-chrétienne, républicains et social-démocrates) soutenu par le Parti socialiste a remis l'Italie au premier plan de l'actualité. Alors que dans le reste de l'Europe occidentale l'évolution politique va en général dans le sens du renforcement de la réaction, l'Italie semble faire exception. Il importe justement de délimiter de la façon la plus précise possible les possibilités offertes par « l'ouverture à gauche » pour déterminer si le changement d'attitude de la démocratie-chrétienne et du P.S.I. ouvre de nouvelles perspectives à l'ensemble du mouvement ouvrier européen.

A l'heure actuelle, que signifie concrètement « l'ouverture à gauche » ? Sur le plan de l'arithmétique parlementaire et gouvernementale, la réponse est simple : « l'ouverture à gauche » exclut la collaboration de la D.C. avec le parti libéral et les partis d'extrême-droite (monarchistes et néo-fascistes) et elle implique l'acceptation par le gouvernement des voix socialistes.

Sur le plan du programme, la réponse est déjà beaucoup moins facile. Le congrès de Naples de la démocratie-chrétienne a, certes, parlé en ter-

Enfin, les tendances sont également divisées sur la façon de concevoir l'alliance avec les socialistes ; la tendance de gauche recherche la collaboration du P.S.I. sans arrière-pensées ; Moro et Fanfani cherchent, eux, à détacher le P.S.I. de ses traditions révolutionnaires et à l'intégrer dans une sorte de vaste centre-gauche. Aussi, étant donné la faiblesse de l'aile gauche démocrate-chrétienne, la collaboration entre la D.C. et le P.S.I. ne peut aller très loin. Devant le Comité central du P.S.I., Pietro Nenni a d'ailleurs clairement indiqué les limites actuelles de la collaboration : « Il n'est pas question d'une alliance du P.S.I. avec la démocratie-chrétienne. Il n'est pas question de faire organiquement partie de la nouvelle majorité : il s'agit d'aider le centre-gauche à mener à bien le programme élaboré, à le défendre contre les attaques extérieures et éventuellement intérieures, de veiller à ce que les choses sur lesquelles la nouvelle majorité s'engage se fassent rapidement ».

En réalité, le problème de « l'ouverture à gauche » est moins situé sur ce plan immédiat que sur le plan de la stratégie et de la tactique que le mouvement ouvrier doit adopter face au monde catholique et face aux transformations du capitalisme italien. Sur ce point, les discussions sont loin d'être terminées et elles continuent de diviser les deux grands partis de gauche italiens : le P.S.I. et le P.C.I.

Au sein du P.S.I., le courant nenniste majoritaire considère la formation du gouvernement Fanfani comme le premier pas qui doit conduire à une transformation profonde de la vie politique italienne. Pour Nenni et ses amis, le simple fait de l'acceptation par les catholiques d'une ouverture sur les socialistes a en lui-même des implications révolutionnaires : les frontières politiques ne sont plus déterminées par des impératifs religieux ou idéologiques mais par les prises de positions sur les questions sociales. En outre, l'apparition au premier plan de l'intérêt public de la question des réformes de structure permettra une prise de conscience

plus nette des problèmes réels du progrès économique et social dans des milieux populaires très larges. La tâche du parti, par conséquent, est de faciliter cette évolution en soutenant les courants démocrates-chrétiens qui vont dans ce sens et en poussant graduellement en avant les réformes de structure qui sont mûres. Et c'est seulement après une première étape, qui se terminera peut-être par une scission de la démocratie-chrétienne, que le parti socialiste pourra envisager une participation directe au pouvoir.

## Un dialogue trop restreint

La gauche du parti, personnifiée par Lelio Basso et Tullio Vecchiotti, partage un certain nombre des préoccupations de Nenni, en particulier celle d'engager le dialogue avec les catholiques, mais elle considère les vues de Nenni comme étant trop optimistes sur les obstacles à lever, et trop inspirées par des considérations parlementaires. Elle pense qu'une forme de collaboration (1) qui réduit les socialistes à un rôle très subalterne à l'heure actuelle, peut difficilement faire progresser les choses, car la démocratie-chrétienne a encore une très large marge de manœuvre et peut, en particulier, utiliser le soutien des socialistes pour redorer son prestige et même renforcer son unité. La gauche reproche ensuite aux partisans de Nenni de ne pas faire du programme proposé par le Comité central du P.S.I. aux démocrates-chrétiens un véritable programme de transition formant un tout organique, mais un simple catalogue de mesures qui peuvent être prises isolément. Le caractère mobilisateur du plan de réformes de structures risque ainsi de se perdre dans les sables. A cela, la gauche ajoute enfin que le problème du rôle de l'Etat n'est pas affronté sérieusement par la majorité du parti qui ne veut pas voir que c'est aussi à travers de l'intervention de l'Etat que se renforce le secteur dy-

namique du capitalisme italien. Lors de la dernière session du Comité central, Lelio Basso, Vecchiotti et leurs amis n'ont pas voulu apparaître comme les saboteurs de « l'ouverture à gauche », ils ont donc accepté le soutien critique à Fanfani, mais ils ont maintenu leurs réserves. Et l'on peut s'attendre à une poursuite du débat.

## Un communisme "bienveillant"

Chez les communistes, le problème se présente un peu différemment puisqu'ils sont exclus de l'opération parlementaire actuelle. Il existe cependant chez eux des divisions parallèles à celles des socialistes. Un fort courant est favorable à la politique de Nenni et entend ne rien faire pour le gêner. Dans ce courant, composite, se retrouvent les leaders importants du parti comme P. Togliatti et G. Amendola, par ailleurs en désaccord sur les problèmes de la déstalinisation. La tactique de ce courant majoritaire dans la direction du parti consiste à manifester une neutralité



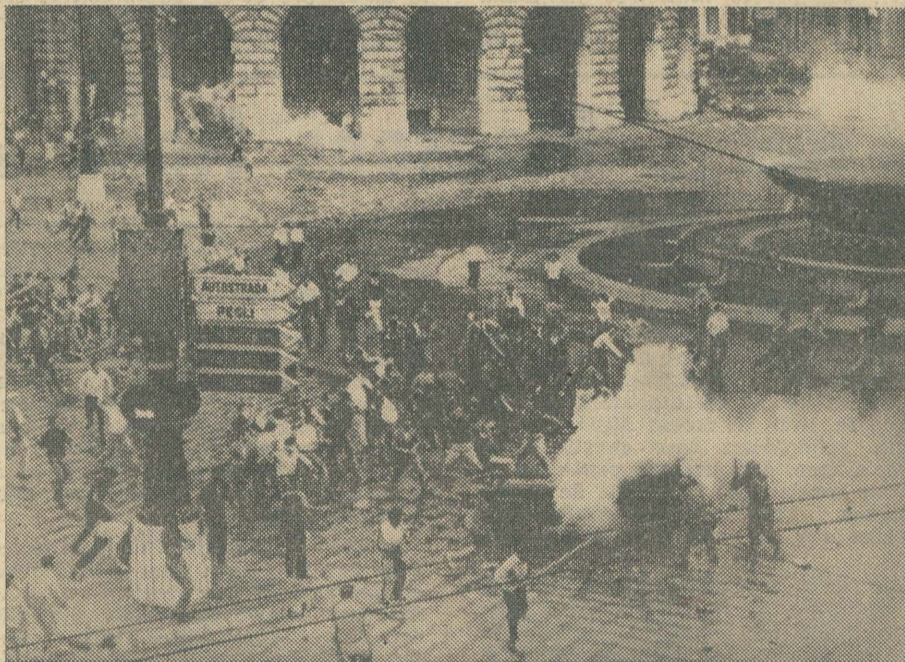
A. FANFANI

(Agip.)

mes généraux d'un certain nombre de réformes — nationalisation de l'électricité, refonte de l'enseignement, suppression progressive du mé-tayage, réforme fiscale, création de régions autonomes en application de la Constitution et planification — mais en ce domaine, les ambiguïtés sont loin d'être levées. Les différents courants de la démocratie-chrétienne qui ont accepté « l'ouverture à gauche » ont chacun leur façon d'interpréter le programme. Le courant le plus à gauche, appelé « courant de base », tend à lui donner une pointe anticapitaliste et critique à l'égard de la politique suivie dans le passé tandis que les courants majoritaires de Fanfani et Moro (secrétaire du parti) se situent dans une perspective que l'on peut qualifier de « néo-capitaliste » : acceptation de certaines réformes pour corriger les déséquilibres économiques et sociaux les plus criants et pour préparer l'Italie à la nouvelle étape du Marché commun. Il est intéressant à cet égard de noter que le Vatican — malgré les réactions hostiles de son aile droite — et les grands trusts Fiat et Montecatini semblent accepter la ligne Fanfani-Moro.

## Le mouvement ouvrier face au monde catholique et au capitalisme italien

Sur le plan de la politique extérieure, les positions sont aussi très nuancées. La « base » est très critique à l'égard de certains aspects de la politique atlantique ; les courants de Moro et de Fanfani sont, par contre, à peine critiqués.



(Agip.)

Juillet 1960 : l'annonce du Congrès du M.S.I. met le feu aux poudres chez les étudiants de Gènes. La police intervient : 180 blessés.

Depuis 1953, la démocratie-chrétienne a perdu la majorité absolue et se trouve obligée de former des gouvernements de coalition. Le choix qui s'offrait à elle était double : ou bien se tourner vers les petits partis de droite et d'extrême-droite (monarchistes et néo-fascistes) ou bien se tourner vers les petits partis du centre (social-démocrates, républicains et libéraux).

L'ouverture sur la droite, comme l'ont montré les événements de juillet 1960, ne peut pas se faire sans susciter de très violentes réactions populaires.

Aussi, la D.C. a-t-elle longtemps marqué sa préférence pour les coalitions centristes. Celles-ci, cependant, se sont très vite usées, d'une part, à cause des reculs électoraux des partis du centre et, d'autre part, à cause de la politique économique réactionnaire exigée par les libéraux. En conséquence, dans certains milieux démocrates-chrétiens, l'idée d'un soutien socialiste P.S.I. comme solution aux problèmes d'équilibre parlementaire commença à germer. L'origine de « l'ouverture à gauche » se trouve là.



P. NENNI

(A.D.P.)

bienveillante à l'égard de « l'ouverture à gauche », tout en reconnaissant ses aspects positifs.

Un autre courant qui semble trouver un porte-parole dans Pietro Ingrao, membre également de la direction, est contre tout soutien ouvert de l'opération Nenni et pense que le P.C.I. doit, à côté de « l'ouverture à gauche », développer la lutte pour les réformes de structure et pour l'extension ou l'obtention de formes de démocratie directe à l'échelle de l'industrie ou à l'échelle régionale. On ne doit pas cependant croire qu'il s'agit là de frontières rigides : comme chez les socialistes, il y a un nombre assez important de gens qui n'ont pas encore choisi et entendent juger « l'ouverture à gauche » sur ses fruits. Leur attitude sera sans doute déterminante sur les positions ultérieures du P.C.I.

De quelque côté que l'on se tourne, la situation politique italienne est caractérisée par sa fluidité. Les fronts peuvent encore changer beaucoup dans le mouvement ouvrier qui se trouve placé devant une transformation profonde des méthodes politiques et économiques de la bourgeoisie italienne. Il se trouve obligé de naviguer entre plusieurs écueils — l'écueil de l'opportunisme parlementaire qui ne peut rien changer aux structures et l'écueil de l'immobilisme. Il faut donc attendre, en marge de « l'ouverture à gauche », une approfondissement des discussions sur les questions de tactique et de programme. En ce sens, ce qui se passe en Italie nous touche très directement : il s'agit de la marche au socialisme dans les pays capitalistes avancés d'Europe occidentale liés par le Marché commun.

(1) Collaboration qui implique aussi le refus de l'unité d'action avec le P.C.I. sur le plan politique.